

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 30 MAI 1922.

Projet de loi relatif au contrat d'emploi (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. BOLOGNE.

MESSIEURS,

La Commission spéciale chargée d'examiner les amendements apportés par le Sénat au projet de loi sur le contrat d'emploi a estimé à l'unanimité des membres présents (un seul était absent et s'était excusé) qu'il ne lui était pas possible de se rallier à l'avis exprimé par un certain nombre de Sénateurs et par M. le Ministre des Colonies de voir la Chambre admettre sans discussion les textes votés par le Sénat.

Il suffira de rappeler les conditions dans lesquelles la Chambre a voté cette loi pour faire saisir à tous la raison de notre opposition.

Comme nous avons eu l'honneur de l'écrire dans notre précédent rapport (Chambre des Représentants, n° 403, 29 juin 1921), le projet sorti des délibérations de la Commission est une œuvre de conciliation.

Qu'on se souvienne que tous ceux qui avaient pris part à la discussion générale à la séance du 13 mai et ceux qui avaient déposé des amendements ont été invités à exposer leur point de vue au sein de la Commission. Celle-ci groupait ainsi vingt-deux membres de la Chambre.

L'unanimité s'est faite au sein de la Commission, parce que des clauses essentielles contenues dans la proposition de loi, et notamment celle visant la clause de non-concurrence, ne doivent être applicables qu'aux employés et voyageurs de commerce gagnant moins de douze mille francs (12,000) l'an.

L'avis de la Commission fut partagé par la Chambre qui vota la proposition de loi, vous vous en souviendrez, sans discussion.

(1) Projet de loi amendé par le Sénat, n° 134.

(2) La Commission était composée de MM. Brunet, président, Bologne, du Bus de Warnaff, Marek, Pirmez, Souplit, Pecher et Pater.

Nous avons donc estimé devoir nous livrer à un examen attentif des modifications qui ont été apportées au projet par le Sénat.

Cet examen, nous l'avons entrepris dans le plus large esprit de conciliation possible.

Nous avons adopté avec empressement l'amendement voté à l'article 8.

Il résulte de l'ajoute faite par le Sénat au texte de la Chambre que « les femmes employées bénéficieront à l'occasion de leurs couches des avantages que la loi accorde aux employés et employées malades ».

Nous avons de même approuvé la nouvelle rédaction de l'article 9 qui fixe l'indemnité due par le patron à une somme égale à la rémunération revenant à l'employé pour *trois* mois de service sous déduction des appointements payés depuis le début de l'incapacité de travail, lorsque le chef d'entreprise met fin au contrat (ce qu'il ne peut que si l'incapacité a une durée de plus d'un mois).

Nous nous sommes ralliés, bien malgré nous, au texte nouveau de l'article 12, qui n'accorde *six* mois de préavis *aux employés gagnant plus de 600 francs* (six cents) par mois que lorsqu'ils sont demeurés au service du même patron pendant dix années au moins et *trois* mois de préavis seulement dans les autres cas.

Le texte voté par la Chambre prévoyait l'octroi de six mois d'indemnité sans condition de durée.

Mais, la Commission s'est montrée nettement hostile aux amendements introduits par le Sénat au texte de l'article 20.

Quand la Chambre a eu à examiner en sa séance du 13 mai 1921 déjà rappelée, la proposition de loi relative au contrat d'emploi, l'article qui fait l'objet de notre désaccord était rédigé comme suit : (Article 8.)

« Les clauses portant qu'après la cessation du contrat l'employé ne pourra » s'établir pour compte propre ou prendre service chez d'autres patrons, ne » sont pas valables.

» Tant après la cessation du contrat qu'au cours de son exécution, l'employé s'abstiendra soit de divulguer, soit de communiquer à un concurrent ou à une autre personne les secrets de fabrication, d'approvisionnement ou de clientèle du chef d'entreprise.

» Une clause pénale pourra être insérée dans le contrat à l'appui de cette » défense. »

Cette formule avait été combattue par le Comité central industriel de Belgique dans sa lettre en date du 29 mars 1921 adressée aux membres de la Chambre.

Des députés prirent la parole dans le sens des idées défendues par l'organe des chefs d'industrie.

Des amendements furent déposés formulant les mêmes réserves, réclamant l'insertion de clauses restrictives.

Le renvoi de l'examen de ces amendements à la Commission fut ordonné.

Partisans et adversaires de l'insertion dans les contrats d'une clause de non-concurrence se mirent d'accord.

Il fut entendu (nous l'avons rappelé déjà) que les conventions faites avec des employés dont les appointements fixes sont supérieurs à 12,000 francs l'an, ne seraient pas soumises aux dispositions de la présente loi (art. 29).

La Commission et la Chambre après elle, en adoptant cette formule donnaient satisfaction aux industriels.

En effet, dans le rapport du Comité central industriel auquel nous avons déjà fait allusion, on ne prévoit de restriction à la liberté que *pour les conventions faites avec les seuls techniciens, c'est-à-dire des employés dont les fonctions concernent la fabrication et les mettent donc en situation de connaître les détails de celle-ci* (1).

Des employés remplissant de pareilles fonctions sont incontestablement des employés de rang supérieur, des hommes de confiance que ceux qui les emploient ont le devoir de rémunérer convenablement. C'est non seulement leur devoir, mais c'est aussi leur intérêt. Il est rare du reste qu'il en soit autrement.

Voilà donc ceux qui sont dans les secrets de l'affaire, qu'il s'agisse de secrets de fabrication ou de détails intéressant la vie même de l'entreprise exclus des avantages de la loi.

Il semble bien du reste que les industriels intéressés ont été satisfaits dans leur plus grands nombre.

Notre second rapport est daté du 29 juin; le vote de la Chambre a eu lieu le 28 juillet; or, dans l'intervalle, nulle protestation n'est parvenue au Parlement.

Chacun sait pourtant si le Comité Central Industriel suit avec intérêt et vigilance les travaux parlementaires.

Nous avons lu avec attention les débats qui se sont déroulés devant le Sénat.

Il apparaît vraiment que l'attention de cette assemblée n'a pas été suffisamment attirée sur l'importance de la transaction, malgré l'effort déployé par certains membres pour atteindre ce but.

Si des clauses restrictives pouvaient se concevoir quand la loi avait une portée générale, quand elle était applicable à *tous* les employés sans exception. Cela ne se comprend plus quand elle vise seulement à la protection des employés de grade inférieur et à ceux de condition moyenne.

Une restriction quelconque à la liberté d'un employé d'une de ces deux catégories est une mesure grave, pouvant entraîner les pires conséquences pour le malheureux qui en est la victime.

Remarquons en passant que la nécessité de légiférer pour protéger ces modestes collaborateurs de notre commerce et de notre industrie est née précisément des abus, abus d'autant plus criants que ceux qui en souffrent n'étaient pas armés pour se défendre.

Trop souvent, hélas les contrats ont été signés par des employés sans

(1) Nous avons reproduit les termes de la lettre du C. C. J.)

expérience, au début de leur carrière; parfois aussi par des malheureux obligés de se caser n'importe où et à n'importe quelles conditions pour gagner leur pain.

Nous n'avons pu, pour toutes ces raisons, accepter les paragraphes additionnels suivants votés par le Sénat :

« Tant au cours du contrat qu'après sa cessation, l'employé doit s'abstenir de divulguer à un concurrent ou à une personne les secrets de fabrication ou d'affaires du chef d'entreprise *et de se livrer ou de coopérer à tout acte de concurrence déloyale*. Une clause pénale peut être insérée dans le contrat à l'appui de cette défense. »

Est-il nécessaire d'attirer une fois de plus l'attention de la Chambre sur ce fait capital que tout acte de concurrence déloyale est passible des tribunaux ?

Les articles 1382 du Code civil, organisant le régime de la responsabilité, et l'article 309 du Code pénal, réprimant les actes de concurrence déloyale, constituent pour les employeurs une garantie et un moyen de répression suffisants contre les actes dommageables, lorsqu'ils constituent des fautes dans le chef de leurs auteurs et quand ils sont entachés de mauvaise foi.

Nous pouvions moins encore admettre l'amendement dû à l'initiative de l'honorable M. de Mévius.

« Toutefois, dit cet amendement, sera valable la clause qui ne stipulera cette interdiction que pour une année, moyennant le paiement intégral du traitement et du montant des commissions de la meilleure des trois dernières années. »

Le sénateur de Namur a déclaré à plusieurs reprises au cours de la séance du Sénat du 21 mars que son amendement ne s'appliquait pas au cas de concurrence déloyale.

« Il s'agit de toute concurrence, même loyale, dans des circonstances telles que les intérêts d'un patron en seraient gravement lésés.

« Il n'est pas question de concurrence déloyale, ni de garantir les secrets de fabrication.

« Il s'agit de défendre les intérêts éminemment respectables des patrons. »

Nous assistons ici, sans doute possible, à une véritable atteinte à la liberté du travail; à la violation du droit que possède tout citoyen belge de se livrer à un commerce ou à une industrie ou bien de mettre ses bras et son cerveau au service d'autrui.

Oh ! nous voyons bien que l'on indemniserait l'employé qui pourra se promener et ne rien faire pendant un an.

Est-ce l'intérêt de l'employé cela ? Qui ne voit le danger qui peut en résulter ?

Est-ce l'intérêt social qu'un homme soit payé pour ne rien faire ?

Ce n'est même pas l'intérêt du patron, car il suffit à celui-ci d'allouer à son employé un traitement de 12,000 francs l'an pour pouvoir conclure avec lui tous les arrangements qu'il lui plaira sans que la loi ait à s'immiscer dans ses affaires.

Il y a d'autant moins de raisons d'apporter des changements au texte de la Chambre que le Sénat, par la modification qu'il a introduite à la rédaction de l'article 29, a réduit encore le nombre de ceux qui pourront profiter des avantages de la loi.

Le texte de la Chambre disait :

« Ne sont pas soumises aux dispositions de la présente loi, à l'exception » des articles 26 et 27, les conventions faites avec les employés *dont les* » *appointements fixes* sont supérieurs à fr. 12,000 l'an. »

Le Sénat y a substitué la formule *rémunération*, entendant par ce mot à la fois le traitement fixe et les indemnités de toutes espèces qui peuvent en augmenter l'importance.

Notre Commission, en vue d'arriver à l'accord nécessaire, s'est résignée au vote de cette modification.

Par contre, nous n'avons pu admettre que les employés visés par cet article ne puissent jouir des avantages que confèrent à la collectivité des employés les articles 12 à 16.

L'article 7 dont ils ne pourront réclamer le bénéfice semble bien ne pas leur être applicable; aussi, nous avons marqué notre accord sur cette restriction.

Notre dissentiment s'est affirmé à nouveau dans la question du ducroire.

L'article 24 voté par la Chambre disait :

« Toute clause mettant à charge des commis-voyageurs une responsabilité » du chef de l'insolvabilité du client ne peut, sauf le cas de faute lourde ou » de dol, avoir d'effet qu'à concurrence d'une somme égale au montant de » la commission afférente aux ordres du client insolvable. »

Le Sénat a voté un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« Toutefois, en cas de ducroire moyennant une commission spéciale » expressément convenue, le commis-voyageur peut être rendu responsable » de la solvabilité de son client. » Nous nous sommes déclarés nettement hostile au vote de cette ajoute.

Avec M. Jean Thoumsin dans son manuel du louage des services des employés (n° 153, page 66), nous estimons que *semblable clause doit être réprouvée, car elle met à la charge du préposé le préjudice occasionné au patron, par une faute personnelle de celui-ci, si pour ne pas s'être renseigné, il a ignoré une insolvabilité existant lors de la vente; par un cas fortuit si l'insolvabilité est postérieure.*

Elle impose de plus au voyageur des risques auxquels, eu égard à la rémunération toujours modique qui lui est allouée, il n'est pas juste de l'exposer.

Cette stipulation est du nombre de celles qu'à raison de la protection qu'elle doit aux faibles, la loi devrait proscrire et défendre d'insérer dans les contrats.

Remarquons, en passant, que l'intérêt de notre commerce et de notre industrie commande que les employeurs utilisent toujours pour leurs représentations, des voyageurs sérieux, conscients de l'importance de leurs missions.

Un honnête homme prendra tous les renseignements possibles sur la solvabilité des personnes avec lesquelles il désire entrer en relations.

C'est ce que font toujours les représentants de commerce sérieux.

Mais la bonne foi du voyageur peut être surprise; les apparences sont trompeuses et les corsaires du commerce habiles.

Et alors, non content de lui faire perdre le paiement de sa commission et d'être autorisé à lui réclamer une somme égale à cette commission, son patron pourrait, uniquement parce qu'une commission complémentaire serait prévue au contrat; commission de dueroire dont on ne fixe pas l'importance (elle peut être insignifiante) le rendre responsable du paiement de la facture! Ce serait inhumain au premier chef.

Il y a lieu d'observer ici encore que si l'on se trouve en présence d'un cas de faute lourde ou de dol, le patron peut déférer son voyageur aux tribunaux.

A cet article 24, notre Section a apporté une légère modification de rédaction destinée à rendre le texte plus clair.

Une modification inspirée du même désir a été introduite à l'article 27 ainsi qu'au texte de l'article 29 (second paragraphe).

Nous faisons nôtre la nouvelle rédaction de l'article 31.

De nombreux groupements d'employés ont exprimé le vœu de voir la Chambre décider que dans le délai de trois mois les contrats en cours d'exécution seraient révisés pour être mis en rapport avec les règles édictées par le projet de loi. La Commission du Sénat avait admis un amendement en ce sens.

Très sagement, à notre avis, cette proposition n'a pas été accueillie par le Sénat.

Semblable mesure n'a jamais été inscrite dans la loi; celle-ci est obligatoire dès sa mise en vigueur.

Si la loi contient des règles auxquelles il est interdit de déroger, elles doivent être observées par les parties sans aucun délai.

Les contrats en cours sont modifiés immédiatement par le seul effet de la loi.

Comment justifier dès lors un délai qui ne cadre en rien avec les règles en matière de promulgation des lois?

En ce qui concerne les dispositions du projet auxquelles il est permis aux parties de déroger, l'accord de celles-ci réglera librement les éléments du contrat.

La situation qui résultera de la promulgation de la loi est donc nettement établie.

S'il fallait déclarer expressément que tous les contrats sont tenus en suspens par l'effet de la loi et qu'ils ne pourront être remis en vigueur qu'après une mise au point faite par les intéressés, nous méconnaîtrions les principes relatifs à l'effet obligatoire des lois.

De plus, à une heure de crise économique, c'eût été exposer les employés à de graves risques que de leur imposer de discuter à nouveau avec leurs patrons toutes les conditions des conventions en cours d'exécution, sous prétexte de les mettre en harmonie avec la loi que nous élaborons.

Nous voici au bout de notre tâche.

Nous avons confiance dans le vote de la Chambre et nous formulons l'espérance que les explications contenues dans ce rapport seront admises par le Sénat.

Puisse cette loi, si longtemps tenue en délibération être bientôt votée par les deux assemblées.

C'est le vœu ardent qu'ont exprimé tous les groupements d'employés de Belgique dans un vaste pétitionnement qui témoigne de l'intérêt qu'ils portent à la solution de cette importante question.

Le Rapporteur,

Jos. BOLOGNE.

Le Président,

EMILE BRUNET.

Amendements
proposés par la Commission.

ART. 20.

Supprimer les deux derniers alinéas.

ART. 24.

Rédiger comme suit l'alinéa premier :

Sauf le cas de faute lourde ou de dol, toute clause mettant à charge du commis-voyageur une responsabilité du chef de l'insolvabilité du client, ne peut avoir d'effet qu'à concurrence d'une somme égale au double de la commission afférente aux ordres du client insolvable.

Supprimer le deuxième alinéa.

ART. 27.

A rédiger comme suit :

Tout patron qui ayant reçu le cautionnement et n'en aura pas effectué le dépôt *au plus tard dans le mois*, sera puni d'un emprisonne-

Amendementen
voorgesteld door de Commissie.

ART. 20.

De laatste twee alinea's te doen wegvallen.

ART. 24.

Het eerste lid te doen luiden :

Behalve in geval van grove schuld of van opzet, kan elk beding, waardoor de handelsreiziger aansprakelijk wordt gesteld voor het onvermogen van den cliënt, slechts kracht hebben ten beloope van eene som gelijk aan het *dubbele* van het commissieloon voor de bestellingen van den onvermogenen cliënt.

Het tweede lid te doen wegvallen.

ART. 27.

Te doen luiden :

Elke werkgever, die den borgtocht ontvangt en dezen niet in bewaring geeft *uiterlijk binnen ééne maand*, wordt gestraft met eene gevangenis-

ment de huit jours à six mois et d'une amende de 26 à 500 francs ou d'une de ces peines seulement.

ART. 29.

Rédiger comme suit les deux premiers alinéas :

Ne sont pas soumis aux dispositions qui précèdent, à l'exception des articles 7, 26 et 27, les contrats d'emploi dans lesquels la rémunération convenue est supérieure à 12,000 francs par an.

Les commissions et avantages variables sont pour l'application du présent article, calculés sur le montant *de la rémunération de l'année antérieure.*

straf van acht dagen tot zes maanden en eene geldboete van 26 tot 500 frank of met slechts ééne dezer straffen.

ART. 29.

De eerste twee alinea's te doen luiden als volgt :

Bovenstaande bepalingen, met uitzondering van de artikelen 7, 26 en 27, zijn niet van toepassing op de arbeidsovereenkomsten voor bedienden, waarbij de overeengekomen bezoldiging meer dan 12,000 frank per jaar bedraagt.

De commissieloonen en veranderlijke verdiensten worden, voor de toepassing van dit artikel, berekend naar *de bezoldiging van het vorig jaar.*

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 30 MEI 1922.

Wetsontwerp

op de arbeidsovereenkomst voor bedienden ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BOLOGNE.

MIJNE HEEREN,

De Bijzondere Commissie belast met het onderzoek van de wijzigingen, welke de Senaat bracht in het wetsontwerp op de arbeidsovereenkomst voor bedienden, was eenstemmig van gevoelen (slechts één lid was afwezig en had zich verontschuldigd) dat het haar niet mogelijk was, zich te vereenigen met de meening van een zeker getal Senatoren en van den Minister van Koloniën, als zou de Kamer de teksten, door den Senaat aangenomen, zonder bespreking moeten aannemen.

Om door allen te doen begrijpen waarop ons verzet steunt, zal het volstaan in herinnering te brengen onder welke omstandigheden de Kamer die wet heeft aangenomen.

Zooals wij de eer hadden het in ons vorig verslag (Kamer der Volksvertegenwoordigers, n^o 403, 29 Juni 1921) te schrijven, is het ontwerp, dat door de Commissie werd voorgesteld, een verzoeningswerk.

Men herinnere zich dat al degenen, die ter vergadering van 15 Mei hadden deelgenomen aan de algemeene behandeling, en degenen, die amendementen ingediend hadden, werden verzocht hunne zienswijze uiteen te zetten in de Commissie. Twee-en-twintig Kamerleden maakten dus daarvan deel uit.

De Commissie was het volkomen eens geworden om aan te nemen dat hoofdzakelijke bepalingen voorkomende in het wetsvoorstel, met name die betreffende het beding van niet-concurrentie, slechts van toepassing zouden zijn op de bedienden en handelsreizigers die minder dan twaalf duizend frank (12,000) per jaar verdienen.

(1) Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat, n^o 134.

(2) De Commissie bestond uit de heeren Brunet, voorzitter, Bologne, du Bus de Warnaffe, Marck, Pirmez, Souplit, Pecher en Pater.

De Kamer vereenigde zich met de zienswijze van de Commissie en nam, gij herinnert het u, het wetsontwerp zonder bespreking aan.

Wij hebben het dus noodig geacht, de wijzigingen, door den Senaat gebracht in het ontwerp, met aandacht te onderzoeken.

Tot dit onderzoek zijn wij overgaan met den ruimst mogelijken verzoeningsgeest.

Bereidwillig hebben wij het amendement op artikel 8 aangenomen.

Uit den tekst, aangevuld door den Senaat, blijkt dat « de vrouwelijke » bedienden aanspraak hebben, bij hunne bevalling, op de voordeelen ver- » leend door de wet aan de zieke bedienden ».

Evenzoo hebben wij den nieuwen tekst goedgekeurd van artikel 9, krachtens hetwelk de vergoeding, door den werkgever verschuldigd, evenveel bedraagt als de bezoldiging, aan den bediende verschuldigd voor *drie maanden dienst, na afstrek van de wedde betaald sedert de onbekwaamheid tot arbeiden een aanvang nam*, wanneer de werkgever een eind maakt aan de overeenkomst (daartoe is hij alleen dan gerechtigd wanneer de onbekwaamheid tot arbeiden meer dan ééne maand duurt).

Tegen onzen zin hebben wij ons vereenigd met den nieuwen tekst van artikel 12, krachtens hetwelk de opzeggingstermijn, wanneer het geldt *bedienden die meer dan 600 frank per maand verdienen*, alleen dan op *zes maanden* is bepaald indien zij in dienst van denzelfden werkgever zijn gebleven gedurende tien jaar; alleen in de overige gevallen bedraagt die termijn *drie maanden*.

In den tekst, door de Kamer aangenomen, waren voorzien zes maanden vergoeding zonder voorwaarde van duur.

De Commissie was echter volkomen gesteld tegen de wijzigingen, door den Senaat gebracht in artikel 20.

Wanneer de Kamer ter vergadering van 13 Mei 1921 overging tot het onderzoek van het wetsontwerp, luidde het artikel, waarover de twee Kamers het niet eens zijn, als volgt :

« De bedingen, krachtens welke de bediende, na het eindigen van de » overeenkomst, zich niet voor eigen rekening vestigen noch bij andere » werkgevers dienst nemen mag, zijn ongeldig.

» Zoowel na het eindigen van de overeenkomst als gedurende de uit- » voering daarvan, moet de bediende nalaten, de geheimen der fabricee- » ring, der bevoorading of der cliënteel van het bedrijfshoofd bekend » te maken of aan een concurrent of elk anderen persoon mede te deelen.

» Tot staving van dit verbod kan een strafbeding in de overeenkomst » opgenomen worden. »

Deze bepaling was bestreden geworden door het « Comité Central industriel de Belgique » in zijnen brief d.d. 29 Maart 1921 gericht tot de Kamerleden.

Kamerleden voerden het woord om de zienswijze van het orgaan der nijverheidshoofden voor te staan.

Amendementen werden ingediend, welke dezelfde voorbehoudingen maakten en strekten tot het opnemen van beperkende bepalingen.

Die amendementen werden naar de Commissie verwezen tot onderzoek.

Aanhangers en bestrijders van de opneming, in de overeenkomsten, van een beding van niet-concurrentie kwamen tot overeenstemming.

Er werd overceengekomen (wij brachten het reeds in herinnering) dat de overeenkomsten gesloten met bedienden, wier vaste wedde meer dan 12,000 frank per jaar bedraagt, niet onder de toepassing dezer wet zouden vallen (art. 29).

De Commissie en, na haar, de Kamer gaven, door het aannemen van deze bepaling, voldoening aan de nijveraars.

Inderdaad, in het verslag van het « Comité central industriel, waarop wij reeds gewezen hebben, wordt de vrijheid beperkt alleen voor de overeenkomsten gesloten met de *technici, m. a. w. met de bedienden die zich met de fabricceering bezighouden en aldus in staat zijn gesteld de bijzonderheden daarvan te kennen* (1).

Bedienden, die met zoodanige werkzaamheden zijn belast, zijn onbetwistbaar bedienden van hooger rang, mannen van vertrouwen die de werkgevers verplicht zijn behoorlijk te bezoldigen. Dit is niet alleen hun plicht, doch het is ook hun belang. Het komt overigens zelden voor, dat het anders gelegen zij.

Degenen, die de geheimen der zaak kennen — geheimen der fabricceering ofwel bijzonderheden welke het wezen zelf der onderneming aanbelangen — hebben dus geen aanspraak op de voordeelen der wet.

Overigens waren, naar het schijnt, meest al de belanghebbende nijveraars voldaan.

Ons tweede verslag is gedagteekend 29 Juni; de Kamer ging op 28 Juli tot de stemming over; intusschen werd daartegen geen verzet bij het Parlement aangeteekend.

Het is nochtans algemeen gekend dat het « Comité Central Industriel » de werkzaamheden der Kamer met belang en oplettendheid volgt.

Met aandacht hebben wij de debatten gelezen, die in den Senaat plaats hadden.

Het komt voor, dat de aandacht dezer Vergadering niet genoeg gevestigd werd op de belangrijkheid van de minnelijke schikking, en wel ondanks de poging, door sommige leden daartoe gedaan.

Konden beperkende bedingen gewettigd worden wanneer de wet een algemeene draagwijdte had, wanneer zij van toepassing was op *al* de bedienden zonder uitzondering, dan is dit niet meer het geval, wanneer zij enkel strekt tot bescherming der bedienden van lageren of van tweeden rang.

Eene beperking der vrijheid van eene dezer twee categorieën is een gewichtige maatregel, welke aanleiding geven kan tot de ergste gevolgen voor den ongelukkige, die het slachtoffer daarvan is.

Terloops stellen wij vast, dat de noodzakelijkheid, eene wet in te voeren tot bescherming van die nederige medewerkers van onzen handel en onze

(1) Dit zijn de bewoordingen van den brief van het G. C. I.

nijverheid, is voortgevloeid uit de misbruiken, — misbruiken welke des te meer schreeuwend waren daar zij, die daardoor lijden, niet gewapend waren om zich te verdedigen.

Al te dikwijls, cilaas! werden de overeenkomsten geteekend door bedienden zonder ervaring, bij het aanvangen hunner loopbaan, — soms ook door ongelukkigen, die verplicht waren om 't even welke betrekking en om 't even welke voorwaarden aan te nemen ten einde hun brood te verdienen.

Om al deze redenen konden wij ons niet vereenigen met de volgende paragrafen, welke de Senaat aan den tekst toevoegde :

« Zoowel wanneer de overeenkomst van kracht is als na het eindigen » daarvan, moet de bediende nalaten de geheimen der fabricceering of der » zaken van het bedrijfshoofd aan een concurrent of aan elk anderen » persoon bekend te maken *en elke andere daad van oneerlijke concurrentie » te verrichten of daaraan deel te nemen.* Tot staving van dit verbod kan een » strafbeding in de overeenkomst opgenomen worden ».

Dient de aandacht der Kamer opnieuw gevestigd te worden op dit hoofdzakelijk feit, dat elke daad van oneerlijke concurrentie voor de rechtbank kan aangebracht worden?

De artikelen 1582 van het Burgerlijk Wetboek tot regeling van de aansprakelijkheid en 309 van het Strafwetboek tot beteugeling van de oneerlijke concurrentie geven aan de werkgevers voldoende waarborgen en middelen tot beteugeling van de schadelijke handelingen, wanneer deze als schuld aan hunne daders kunnen aangerekend worden en wanneer zij gepaard gaan met kwade trouw.

Nog minder konden wij ons vereenigen met het amendement ingediend door den achtbaren heer de Mévius.

Volgens dit amendement zou het beding, waarbij dit verbod slechts voor één jaar zou bepaald worden, geldig zijn mits de volle betaling van de jaarwedde en van het bedrag van het commissieloon van het beste der drie jongste jaren.

De Senator voor Namen verklaarde herhaaldelijk ter vergadering van den Senaat d.d. 21 Maart dat zijn amendement niet van toepassing was op het geval van oneerlijke concurrentie.

« Het geldt elke concurrentie, zelfs eerlijke concurrentie, op zulke wijze » dat de belangen van een werkgever daardoor erg geschaad zouden zijn.

» Er is geen sprake van oneerlijke concurrentie; er is ook geen sprake » van de geheimen der fabricceering te waarborgen.

» Het gaat er om, de hoogst cerbiedwaardige belangen van den » werkgever te verdedigen. »

Er valt niet aan te twijfelen, dat het hier geldt een echten aanslag op de vrijheid van den arbeid, eene schending van het recht, dat aan elken Belgischen burger is toegekend om een handels- of nijverheidsbedrijf uit te oefenen ofwel om zijne lichamelijke of verstandelijke krachten ten dienste van anderen te stellen.

Wij stellen wel vast dat men eene vergoeding verleen zal aan den bediende, die gedurende één jaar zal kunnen op wandel gaan en niets doen.

Is dat het belang van den bediende? Wie ziet niet in, welk gevaar daaruit kan voortvloeien?

Eischt het sociaal belang dat iemand bezoldigd worde om niets te doen?

Daarbij heeft de werkgever zelf geen belang; inderdaad, het volstaat dat deze eene wedde van 12,000 frank aan zijnen bediende verleent om met hem naar belijfte en vrijelijk overeenkomsten te sluiten zonder dat de wet in zijne zaken moge tusschenkomen.

Er zijn des te minder redenen om wijzigingen te brengen in den tekst der Kamer dat de Senaat, wanneer hij den tekst van artikel 29 wijzigde, het getal nog verminderde van hen, aan wie de wet zal ten goede komen.

De tekst der Kamer luidde :

« De bepalingen dezer wet, met uitzondering van de artikelen 26 en 27, » zijn niet van toepassing op de overeenkomsten gesloten met bedienden » *wier vaste wedden* meer dan 12,000 frank per jaar bedragen. »

De Senaat heeft de woorden : « de vaste wedden » vervangen door *bezoldiging*; daardoor verstond hij de vaste wedde en tevens de vergoedingen van allerlei aard, waardoor de hooggroothed daarvan wordt verhoogd.

Uwe Commissie stemde er in toe, deze wijziging aan te nemen, en wel om de vereischte eenstemmigheid te verkrijgen.

Wij konden integendeel niet aannemen dat de bij dit artikel bedoelde bedienden niet de voordeelen zouden kunnen genieten, welke de artikelen 12 tot 16 aan al de bedienden zonder onderscheid toekennen.

Artikel 7, op het voordeel waarvan zij zich niet zullen kunnen beroepen, schijnt wel niet op hen toepasselijk te zijn; ook verklaarden wij het eens te zijn over die beperking.

Het verschil van zienswijze werd opnieuw bevestigd naar aanleiding van het delcredere.

Artikel 24, door de Kamer aangenomen, luidde :

« Elk beding, waardoor de handelsreiziger aansprakelijk wordt gesteld » voor het onvermogen van den cliënt, kan, behalve in geval van grove » schuld of van opzet, slechts kracht hebben ten beloope van eene som » gelijk aan het bedrag van het commissieloon voor de bestellingen van den » onvermogenen cliënt. »

De Senaat nam eene aanvullende paragraaf aan, luidende :

« De handelsreiziger kan echter, indien hij zich delcredere stelt mits » een uitdrukkelijk overeengekomen bijzonder commissieloon, voor het » betaalvermogen van zijn klant aansprakelijk gesteld worden. »

Wij hebben ons met kracht tegen deze aanvullende bepaling verklaard.

Met Jean Thoumsin, in zijn « Manuel du louage des services des employés » (n° 153, blz. 66), zijn wij van meening dat *zoodanig beding moet afgekeurd worden; het legt immers ten laste van den aangestelde het nadeel aan den werkgever toegebracht, door eene persoonlijke schuld van dezen, indien hij wegens het niet nemen van inlichtingen niet heeft geweten dat de klant op het oogenblik van den verkoop niet betalen kon; door een onvoorzien toeval, indien dit onvermogen tot betalen van lateren datum is.*

Bovendien legt het aan den handelsreiziger risico's op, waaraan het onbillijk is hem bloot te stellen, daar hij steeds eene geringe bezoldiging trekt.

Dit beding behoort tot die, welke de wet zou moeten afwijzen en verbieden

in de overeenkomsten op te nemen, en wel wegens de bescherming welke zij aan de zwakken verschuldigd is.

Laten wij terloops aanmerken dat het belang van onzen handel en van onze nijverheid eischt dat de werkgevers altijd ernstige handelsreizigers, die zich bewust zijn van de belangrijkheid hunner taak, aanstellen om hen te vertegenwoordigen.

Een eerlijk man zal al de mogelijke inlichtingen inwinnen over het betaalvermogen der personen waarmee hij wil zaken drijven.

Ernstige handelsreizigers gaan altijd op die wijze te werk.

Doch de handelsreiziger kan ondanks zijn goede trouw bedrogen worden; de schijn bedriegt en de handelsschuimers zijn listig.

En onder die omstandigheden zou zijn patroon, niet tevreden met het niet betalen van zijn commissieloon en met het recht eene som van gelijk bedrag als dit commissieloon van hem te kunnen eischen, hem kunnen aansprakelijk stellen voor het betalen van de factuur, alleen omdat een aanvullend commissieloon in de overeenkomst zou bedongen zijn — commissieloon van delcredere, waarvan men niet het bedrag bepaalt (het kan onbeduidend zijn). Dit ware hoogst onmenscheijk !

Men behoeft op dit gebied nog aan te merken dat de patroon, zoo het een geval van grove schuld of van opzet geldt, zijnen handelsreiziger voor de rechtbanken dagen kan.

In dit artikel 24 heeft uwe Commissie een lichte vormwijziging gebracht om den tekst duidelijker te maken.

Eene wijziging, gegrond op dezelfde reden, werd gebracht in artikel 27, alsmede in den tekst van artikel 29 (tweede paragraaf).

Den nieuwen tekst van artikel 31 nemen wij aan.

Talrijke vereenigingen van bedienden hebben den wensch uitgedrukt, dat de Kamer zou beslissen dat de thans van kracht zijnde overeenkomsten binnen eene tijdruimte van drie maanden zouden herzien worden om ze in overeenstemming te brengen met de voorschriften van het wetsontwerp. De Commissie van den Senaat had een amendement in dien zin aangenomen.

Naar onze meening handelde de Senaat zeer wijselijk, wanneer het dit voorstel afwees.

Soortgelijke maatregel werd nooit opgenomen in de wet; deze is verbindend zoodra zij in werking treedt.

Komen er in de wet voorschriften voor, waarvan men niet afwijken mag, dan moeten zij door partijen zonder enig uitstel nageleefd worden.

De van kracht zijnde overeenkomsten zullen dadelijk, alleen door de kracht der wet, gewijzigd worden.

Hoe kan men bijgevolg een uitstel billijken, dat hoegenaamd niet overeenstemt met de regelen in zake afkondiging der wetten ?

Wat aangaat de bepalingen van het ontwerp, waarvan partijen mogen afwijken, zullen de bedingen van de overeenkomst door partijen vrijelijk vastgesteld worden.

De toestand, die uit de afkondiging der wet zal voortvloeien, is dus wel bepaald.

Moest men uitdrukkelijk verklaren dat al de overeenkomsten door de

kracht der wet geschorst zijn en dat zij alleen dan opnieuw van kracht zullen zijn wanneer de belanghebbenden ze herzien hebben, dan zouden wij de beginselen betreffende de verbindende kracht der wet miskennen.

Bovendien, nu eene economische crisis heerscht, zou men de bedienden aan erge risico's blootstellen indien men hen verplichte, al de bedingen der thans van kracht zijnde overeenkomsten opnieuw te bespreken met hunne werkgevers, onder voorwendsel ze in overeenstemming te brengen men de wet, welke wij opmaken.

Thans hebben wij onze taak volbracht.

Wij betrouwen ons op de uitspraak van de Kamer en wij drukken de hoop uit, dat de uitleggingen, in dit verslag opgenomen, door den Senaat zullen aangenomen worden.

Moge deze wet, waarover zoo lang beraadslaagd werd, weldra door de beide Kamers aangenomen worden!

Dat is de vurige wensch, door al de vereenigingen van bedienden van België uitgedrukt in een aantal verzoekschriften, waaruit blijkt welk belang zij hechten aan de oplossing van dit gewichtig vraagstuk.

De Verslaggever,

Jos. BOLOGNE.

De Voorzitter,

EMILE BRUNET.

Amendements
proposés par la Commission.

ART. 20.

Supprimer les deux derniers alinéas.

ART. 24.

Rédiger comme suit l'alinéa premier :

Sauf le cas de faute lourde ou de dol, toute clause mettant à charge du commis-voyageur une responsabilité du chef de l'insolvabilité du client, ne peut avoir d'effet qu'à concurrence d'une somme égale au double de la commission afférente aux ordres du client insolvable.

Supprimer le deuxième alinéa.

Amendementen
voorgesteld door de Commissie.

ART. 20.

De laatste twee alinea's te doen wegvallen.

ART. 24.

Het eerste lid te doen luiden :

Behalve in geval van grove schuld of van opzet, kan elk beding, waardoor de handelsreiziger aansprakelijk wordt gesteld voor het onvermogen van den cliënt, slechts kracht hebben ten beloope van eene som gelijk aan het dubbele van het commissieloon voor de bestellingen van den onvermogenen cliënt.

Het tweede lid te doen wegvallen.

ART. 27.

A rédiger comme suit :

Tout patron qui ayant reçu le cautionnement n'en aura pas effectué le dépôt *au plus tard dans le mois*, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 26 à 500 francs ou d'une de ces peines seulement.

ART. 29.

Rédiger comme suit les deux premiers alinéas :

Ne sont pas soumis aux dispositions qui précèdent, à l'exception des articles 7, 26 et 27, les contrats d'emploi dans lesquels la rémunération convenue est supérieure à 12,000 francs par an.

Les commissions et avantages variables sont pour l'application du présent article, calculés sur le montant *de la rémunération de l'année antérieure*.

ART. 27.

Te doen luiden :

Elke werkgever, die den borgtocht ontvangt en dezen niet in bewaring geeft, *uiterlijk binnen ééne maand*, wordt gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en eene geldboete van 26 tot 500 frank of met slechts ééne dezer straffen.

ART. 29.

De eerste twee alinea's te doen luiden als volgt :

Bovenstaande bepalingen, met uitzondering van de artikelen 7, 26 en 27, zijn niet van toepassing op de arbeidsovereenkomsten voor bedienden, waarbij de overeengekomen bezoldiging meer dan 12,000 frank per jaar bedraagt.

De commissieloonen en veranderlijke verdiensten worden, voor de toepassing van dit artikel, berekend naar *de bezoldiging van het vorig jaar*.

